

d'emplacement, de culture et de comportement gouvernemental, un grand nombre de ces coûts sont inévitables et des efforts pour fournir des subventions ou mettre en place d'autres politiques pour les compenser créeraient simplement d'autres gaspillages des ressources. De plus, il existe des entreprises spécialisées pour aider les importateurs et les exportateurs à faire face à certaines des difficultés liées à l'entrée sur de nouveaux marchés, c'est-à-dire que la présence des coûts qui gênent le commerce incite le secteur privé à acquérir l'expertise nécessaire pour les surmonter. Cependant, si les déficiences du marché ou l'échec des politiques contribuent aux coûts commerciaux, il existe donc la possibilité que les politiques réduisent ces coûts et augmentent le flux du commerce et de l'investissement.

De nombreux gouvernements mettent en œuvre des programmes de promotion ou d'aide en matière d'exportation ou d'investissement. Puisque les accords commerciaux contrôlent le comportement des gouvernements en imposant des restrictions sur les subventions explicites et implicites à l'exportation, ces programmes offrent généralement un appui indirect ainsi que de l'information et une aide logistique facilement accessibles, souvent coordonnées par les consulats. Bien qu'il y ait quelques études empiriques qui essaient de déterminer si de tels programmes réussissent à augmenter le commerce et l'investissement, relativement peu de recherches ont porté sur la question de savoir si de tels programmes sont vraiment justifiés.

Cet article examine la raison d'être des programmes de promotion de l'exportation et de l'investissement. Bien que dans le passé il y ait eu des raisons diverses de promouvoir le commerce et l'investissement, allant du mercantilisme à l'établissement d'alliances internationales, je me concentre sur les déficiences du marché. Je m'interroge d'abord s'il existe ou non des déficiences du marché qui ont tendance à entraver systématiquement le flux du commerce et de l'investissement, puis s'il y a une raison de croire ou non que les programmes gouvernementaux peuvent mieux remédier à ces déficiences du marché que les réactions du secteur privé. Si ces deux critères sont satisfaits, alors je soutiendrai que le gouvernement peut jouer un rôle pour améliorer le